

Cahiers des Amériques latines

Appel à contribution d'articles

Le mouvement syndical latino-américain et les gouvernements progressistes : entre autonomie, confrontation et cooptation ?

*Dossier coordonné par **Franck Gaudichaud** (MCF Université Grenoble-Alpes, actuellement en délégation CNRS au Chili au sein de PACTE - UMR 5194) et **Thomas Posado** (Docteur Université Paris-VIII, CRESPPA-CSU).*

Date limite des propositions d'articles : **1^{er} septembre 2016**.

Date limite de réception des articles : **15 décembre 2016**.

Publication prévue en septembre 2017.

Les réformes néolibérales que connaît l'Amérique latine à partir des années 1980 et 1990 ont profondément modifié le champ syndical latino-américain : privatisation de secteurs publics fortement syndicalisés, baisse du taux de syndicalisation – y compris dans les secteurs demeurant sous contrôle publique –, forte dislocation du lien État/syndicat, transformation profonde du salariat et désindustrialisation... Les bastions de la classe ouvrière industrielle et manufacturière qui formaient les noyaux durs d'un syndicalisme fortement organisé et politisé dans des pays comme le Brésil, le Chili ou l'Argentine ont été profondément affectés, voire littéralement laminés, aussi bien par les régimes autoritaires des années 1970-1980 que par l'onde de choc néolibérale des années 1980-1990 [Roxborough, 1997].

L'arrivée au pouvoir de gouvernements de gauche, progressistes ou nationaux-populaires, à partir de 1999, a créé une « conjoncture critique » qui reconstitue dans plusieurs de ces pays un lien État/syndicat, démantelé durant la période néolibérale. L'avènement d'une époque postnéolibérale [Gaudichaud, 2008 ; Dabène, 2012] instaure le retour de l'État régulateur, une nouvelle politisation de la question sociale et l'accession au pouvoir de plusieurs *leaderships* charismatiques et hyperprésidentialistes. Les politiques économiques néodéveloppementistes, redistributrices et extractivistes signifient également, pour les acteurs syndicaux, la nécessité d'affronter un nouveau scénario, complexe et contrasté, marqué par une décennie de croissance économique, de baisse de la pauvreté et de création d'emplois ; puis, plus récemment, par la crise globale et la baisse du prix des matières premières. Cette époque a aussi été celle de processus de désindustrialisation et « reprimarisation » des économies, dont celles de grands pays comme le Brésil ou l'Argentine [Salama, 2012]. Cette configuration comporte ainsi de nouvelles opportunités pour le mouvement syndical, en termes de construction et développement organisationnel, mais aussi de nombreuses difficultés et défis à affronter, dont des modalités différentes de rapport entre le politique et le syndical : soutien, cooptation, cogestion, confrontation...

Selon plusieurs auteurs, ces gouvernements tendent à remettre en cause l'autonomie des mouvements sociaux en général, et du mouvement syndical en particulier. Si les organisations syndicales n'ont plus la primauté dans le mouvement social qu'elles avaient durant la période

d'incorporation initiale, elles en demeurent une composante majeure [Etchemendy, Collier, 2007]. Ainsi, le dilemme confrontation, autonomie ou cooptation – posé avec acuité à l'ensemble des acteurs sociaux mobilisés dans le contexte des progressismes et du tournant à gauche – se présente désormais également comme un défi de taille pour le mouvement syndical latino-américain [Prevost, Oliva Campos, Vanden, 2012]. Néanmoins, si, après deux décennies de marginalisation, les études sur le syndicalisme régional et la « forme syndicale » jouissent d'un certain regain d'intérêt – y compris dans une perspective comparatiste [Abal, Fornillo, Wyczykier, 2012 ; Fornillo, Schiavi, 2013] –, les études sur le syndicalisme dans le nouveau contexte des gouvernements progressistes restent encore largement à explorer, quel que soit d'ailleurs l'avenir du cycle postnéolibéral et l'ampleur de son reflux actuel (perte des élections législatives pour le chavisme au Venezuela, défaite présidentielle du kirchnérisme en Argentine, montée en force des droites sur le plan local et régional dans plusieurs pays).

Entre cooptation, autonomie et confrontation : une multiplicité de cas

Le Brésil constitue un cas exemplaire de la cooptation du mouvement syndical par le pouvoir politique. L'arrivée au pouvoir d'un dirigeant syndical, Lula, en 2002, a profondément modifié le champ syndical. Le nombre de structures affiliées à une centrale syndicale passe de 3 673 en 2001 à 7 530 en 2013 [Galvão, 2014 (a)]. Pour la première fois depuis la restauration de la démocratie en 1985, la coalition politique au pouvoir a réussi à « obtenir le soutien de la majorité du syndicalisme brésilien à la politique gouvernementale » [Galvão, 2014 (b)]. Néanmoins, cette configuration conduit à « annuler la force autonome et indépendante du mouvement syndical, au travers d'une cooptation permanente de ses directions » et d'un processus croisant d'étatisation des organisations [Druck, 2006]. La situation de la CUT brésilienne et des centrales « dissidentes » et leur rapport au Parti des travailleurs est ainsi un enjeu central du régime politique actuel.

L'Équateur constitue, à l'inverse, un cas exemplaire de la confrontation entre le mouvement syndical et le gouvernement national-populaire ; « le pays avec les relations les plus conflictuelles entre le gouvernement et les mouvements sociaux » [Prevost, Oliva Campos, Vanden, 2012]. Le mouvement syndical, organisé autour du FUT, agit conjointement à la principale structure indigène du pays, la Conaie, et obtient le renversement de deux présidents, Abdalá Bucaram en février 1997 et Lucio Gutiérrez en avril 2005. Durant les élections présidentielles de 2006, la plupart des organisations syndicales et des autres composantes du mouvement social soutiennent la candidature de Rafael Correa. Un cycle de mobilisation s'est développé entre la mi-2014 et la mi-2015, en association avec la Conaie, contre les projets gouvernementaux. La criminalisation de l'action revendicative et la réforme du droit du travail suscitent l'opposition de la plupart des composantes du mouvement syndical équatorien [GET Flacso, 2015].

Entre ces deux cas extrêmes, nous constatons un ensemble de nuances : le Venezuela (mouvement syndical marqué par un haut degré de politisation qui, après de multiples reconfigurations, est devenu le porte-parole du gouvernement dans le monde du travail) ; le Chili (forte intégration de la direction de la CUT derrière les réformes proposées par le gouvernement de la Nouvelle majorité, mais aussi développement d'un « syndicalisme mouvementiste », autonome et novateur, dans des franges stratégiques de l'économie telles que les ports ou les mines) ; la Bolivie (importance historique de la COB, alliée du gouvernement Morales mais susceptible d'organiser des mobilisations et d'imposer un rapport de forces avec le gouvernement, comme sur la question de la réforme des retraites de certaines professions, ou au moment des discussions autour du prix de l'essence en 2011) ; l'Argentine (atomisation de la CGT et de la CTA dans le contexte du kirchnerisme et revitalisation d'un syndicalisme autonome et combatif dans certains secteurs de l'économie, comme l'automobile) ; le Pérou (solidarité de la principale centrale syndicale avec la lutte contre le projet extractiviste Conga) ; ou encore l'Uruguay (tensions entre la principale centrale syndicale du pays et le gouvernement Vázquez).

Projet de dossier

Ce dossier a pour vocation de privilégier les propositions d'articles inédits, transversaux à plusieurs pays, et les analyses comparées. Il pourra cependant s'intéresser aussi aux thématiques nationales, sur la base d'enquêtes de terrains approfondies. Nous chercherons notamment à aborder les thématiques suivantes :

- Rapports entre champ syndical, exécutifs progressistes et organisations partisans ;
- Circulation et trajectoires militantes entre organisations syndicales et appareil d'État dans les pays concernés ;
- Nouvelles expressions syndicales, luttes emblématiques et répertoires d'action à la base, dans le contexte du tournant à gauche ;
- Engagement et désengagement de militants syndicaux en fonction de la conjoncture politique ;
- Alliance entre le syndicalisme salarié et d'autres acteurs de l'espace des mouvements sociaux (mouvements de quartier, associations écologistes, communautés indigènes, syndicalisme étudiant...), ou affrontements entre ceux-ci autour de projets différenciés et revendications opposées sur un même territoire (défense de l'emploi et des politiques extractivistes vs. mouvements sociaux-environnementaux et préservation de communautés indigènes) ;
- Positionnement des acteurs syndicaux dans le contexte d'une relative fin de cycle des progressismes et face au possible retour des droites.

Bibliographie

Paula Abal Medina, Bruno Fornillo, y Gabriela Wyczykier (dir.), *La forma sindical en debate*, Buenos Aires, Nueva Trilce ediciones, 2012.

Olivier Dabène (dir.), *La Gauche en Amérique latine*, Paris, Les Presses de Sciences-Po, 2012.

Graça Druck, « Os sindicatos, os movimentos sociais e o verno Lula: cooptação e resistência », *OSAL*, n° 19, 2006, p.329-340.

Sebastián Etchemendy, Ruth Berins Collier, « Down But Not Out: Union Resurgence and Segmented Neocorporatism in Argentina (2003-2007) », *Politics & Society*, vol. 35, n° 3, 2007, p. 363-401.

Bruno Fornillo, Marcos Schiavi (dir.), « Réalités et défis du syndicalisme en Amérique latine », *Les Cahiers ALHIM*, n° 26, 2013.

Franck Gaudichaud, *Le Volcan latino-américain : gauches, mouvements sociaux et néolibéralisme au sud du Rio Bravo*, Paris, Textuel, 2008.

Andréia Galvão, « Brésil : entre modération et radicalisme syndical », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 146, 2014 (a), p. 49-63.

Andréia Galvão, « Syndicalisme et politique : regards croisés à partir du cas brésilien », *ContreTemps*, n° 23, 2014 (b), p. 27-37.

Grupo de Estudios sobre el Trabajo - GET, « El trabajo en Ecuador », *Ecuador Debate*, Flacso, Quito, n° 94, 2015.

Gary Prevost, Carlos Oliva Campos, Harry Vanden (dir.), *Social Movements and Leftist Governments in Latin America: Confrontation or Co-option?*, Londres, Zed Books, 2012.

Ian Roxborough, « La clase trabajadora urbana y el movimiento obrero en América Latina desde 1930 », en Leslie Bethell (dir.), *Historia de América Latina*, vol. 12, Barcelona, Cambridge University Press y Crítica, 1997, p. 132-192.

Pierre Salama, *Les Économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis*, Éd. Armand Colin, Collection « U », 2012.

MODALITÉS DE SOUMISSION

Les propositions d'articles, rédigées en français, espagnol, anglais ou portugais, devront contenir les informations suivantes :

- nom, prénom ;
- université ou laboratoire de rattachement ;
- court CV avec adresse e-mail ;
- titre envisagé de l'article ;
- résumé de 1 500 signes maximum précisant le contenu du projet d'article

La date limite impérative de soumission des propositions d'articles est fixée au **1^{er} septembre 2016** aux adresses suivantes :

franck.gaudichaud@u-grenoble3.fr
thomas.posado@gmail.com

Le comité de rédaction de *Cahiers des Amériques latines* informera de l'acceptation ou non des propositions dans un délai de deux semaines.

Les articles de 45 000 signes environ (espaces, notes, bibliographie, résumés et mots-clés compris) devront être envoyés aux coordinateurs pour le **15 décembre 2016**. Ils seront soumis à une double évaluation anonyme.

La publication du dossier est prévue pour septembre 2017.

Merci de bien vouloir consulter les instructions aux auteur-e-s et la forme souhaitée de l'article final sur : <http://cal.revues.org/2324>

Les articles ne répondant pas à ces instructions ne pourront être pris en compte.